

Scène des patrimoines
La dynamique entre l'État et la société civile ou les aléas d'une relation
ambiguë

(Québec, 15 et 16 mai 2025)

Au Québec, le patrimoine bénéficie d'une forme de reconnaissance et d'une protection légale depuis 1922. Les législations et réglementations qui ont suivi n'ont cependant jamais été suffisamment étanches pour empêcher l'oubli et la destruction par des intérêts économiques ou politiques drapés dans l'idéologie du « progrès ». D'où l'importance du contrepois des défenseurs des patrimoines issus de la société civile. Cette dynamique s'est révélée cruciale, au fur et à mesure que le périmètre du champ patrimonial s'est élargi : du patrimoine matériel au patrimoine immatériel et du patrimoine culturel au patrimoine naturel.

Le colloque 2025 du Réseau Patrimoines de l'Université du Québec (RéPUQ) en collaboration avec la Chaire Fernand-Dumont sur la culture du Centre Urbanisation Culture Société de l'INRS souhaite aborder ces enjeux, en portant un regard transversal et critique sur la dynamique des rapports entre l'État et la société civile en matière de patrimoine. Les grandes thématiques du programme incluent des études de cas de mobilisations citoyennes, le rôle des musées et des organismes dédiés au patrimoine, l'évolution des politiques muséales, le patrimoine artistique et le patrimoine archéologique, les rapports entre le patrimoine culturel et le développement durable.

Co-organisateurs : **Fernand Harvey** (INRS) et **Yves Jubinville** (UQAM)

Lieu : Centre Urbanisation Culture Société de l'Institut national de la recherche scientifique, 490 rue de la Couronne, Québec QC G1K 9A9 (**local CV-2422**)

Jeudi 15 mai

Local CV-2422, 2^e étage

Lien <https://INRS.zoom.us/j/82322947504>

8h45 : Arrivée des participants

9h00 : Présentation de Fernand Harvey et de Yves Jubinville

Panel 1 - Mobilisation citoyenne et protection du patrimoine 1

Animation – Yves Jubinville (UQAM)

9h10-9h30

- **Alexandre Chanady** (INRS) : « Les enjeux de la patrimonialisation LGBTQ à Montréal : entre mobilisation communautaire et soutien du palier municipal »

9h30-9h50

- **Thierry Rakotobe Mamiarinjato** (Université d'Antananarivo) : « Initiatives citoyennes pour la préservation des patrimoines face à l'urbanisation : le cas d'Antananarivo et de Montréal »

9h50-10h10

- **Julien Bazile** (Université de Sherbrooke) et **Josiane Jetté** (SHM, Artefactuel) : « Le patrimoine est une curieuse créature. La Société internationale de dracontologie du lac Memphrémagog (1986-2006) et la préservation du patrimoine et de l'histoire locale »

10h10-10h30

- **Échanges**

Pause
(15 min)

Panel 2 (10h45-12h00) Mobilisation citoyenne et protection du patrimoine 2
Animation – Maryse Paquin (UQTR)

10h45-11h05

- **Anna-Lou Galassini** (UQAM, Objet de Mémoire-Groupe d'action Muséologique) : « La collection Wings : De la défense d'un quartier historique au sauvetage d'objets patrimoniaux »

11h05-11h25

- **Gabriela Sanchez** (Université d'Ottawa) : « Les inventaires des bâtiments patrimoniaux au Québec : entre patrimoine de proximité et virtualisation, une réflexion sur la vie sociale et la valeur historique »

11h25-11h45

- **Louise Pothier** (Pointe-à-Callière, Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal) : « Quand l'histoire façonne la ville : enjeux et défis de l'intégration du patrimoine archéologique »

11h45-12h05

- **Échanges**

Lunch
(12h05-13h30)
Salle de repos - 3^e étage

Panel 3 (13h00-14h30) : La Société québécoise d'ethnologie et l'État : cinquante ans d'une relation d'ambigüe (table-ronde)
Animation : Léa Le Calvé (UQAM, SQE)

Participants :

- **Bernard Genest** (MCCQ, SQE).
- **Suzanne Marchand** (SQE)
- **Jean Simard** (Université Laval, SQE)
- **Jean-Pierre Pichette** (Université Sainte-Anne, SQE, *Rabaska. Revue d'ethnologie de l'Amérique française*)

Pause
(15 min)

Panel 4 (14h45-16h25) : Rôle de l'État et enjeux politiques
–Animation : Laurier Turgeon (Université Laval)

14h45-15h05

- **Mehdi Ghafouri** (Conseil-expert en patrimoine, chercheur indépendant) : « La contribution du CBCQ à l'évolution du patrimoine québécois : une perspective personnelle »

15h05-15h25

- **Yves Bergeron** (UQAM, CÉLAT, IP) : « Les politiques muséales du gouvernement du Québec : les défis d'un réseau en quête d'identité (1967-2024) »

15h25-15h45

- **Nada Guzin Lukic** (UQO) « L'évolution des politiques muséales en matière de diversité au Québec »

15h45-16h05

- **Échange**

Cocktail – Lancement

(4@7)

Salle de repos - 3^e étage

La Chaire de recherche Fernand-Dumont sur la culture et le Réseau Patrimoines de l'Université du Québec vous invitent au lancement des livres de **Laurence Provencher-St-Pierre**, *Collections et collectionnement* : : une ethnologie du quotidien muséal (PUL, 2025), de **Sophie-Laurence Lamontagne**, *L'Habitant* (Septentrion, 2025) et de **Raymond Montpetit**, *Accéder à la culture et la diffuser : mémoires d'un muséologue montréalais* (PUL, 2025).

Vendredi 16 mai

Local CV-2422, 2^e étage

Lien : <https://INRS.zoom.us/j/85750102795>

9h45 : Accueil

Panel 4 (10h00-11h30) Patrimoine culturel, artistique et historique

Animation : Yves Bergeron (Institut du patrimoine, UQAM)

10h00-10h20

- **Francine Lelièvre** (Pointe-à-Callières - Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal) « L'influence de Parcs Canada – Québec sur la muséologie québécoise »

10h20-10h40

- **Maryse Paquin** (UQTR) et **Rébéca Lemay-Perreault** (UQTR, UQAM) « Reconstruction à l'identique du patrimoine culturel mondial : lorsque le développement durable se heurte au développement culturel »

10h40-11h20

- **Yves Jubinville** (UQAM, CRILCQ, IP) « Perdre la TRACE : le cas du Musée du spectacle vivant du Québec »

11h20-11h40

- **Lynne Rodier** (UQO) « Du patrimoine de la communauté à celui de proximité dans la constitution d'une collection éco-muséale »

11h40-12h00

- **Échanges et synthèse du colloque**

* * *

Notices des participant.es et résumés des communications

« Entre concertation et partenariat : les dynamiques participatives dans la patrimonialisation LGBTQ à Montréal »

Alexandre CHANADY (INRS) : Alexandre.Chanady@inrs.ca

À Montréal, et dans le Village gay plus spécifiquement, de nombreuses initiatives de patrimonialisation LGBTQ ont été menées depuis les années 1990, avec des degrés de réussite variés. Elles se présentent sous une grande diversité de formes et de marquages : aménagement de lieux commémoratifs, inscription d'éléments dans la toponymie, réappropriation de bâtiments LGBTQ historiques, etc. Bien que ces initiatives aient été largement menées par les communautés LGBTQ locales, les pouvoirs publics y ont toujours joué un rôle déterminant, en particulier la Ville de Montréal qui détient les compétences en termes d'aménagement de son territoire. Toutefois, le soutien et l'écoute des instances municipales n'a pas toujours été au rendez-vous, et a amené des résultats variés selon les initiatives : soutien à certaines demandes, rejet d'autres, consultation et travail partenarial avec le milieu LGBTQ pour celles-ci mais non pour celles-là. Les décisions rendues par ces instances ont d'ailleurs souvent déterminé le succès ou l'échec des initiatives de patrimonialisation LGBTQ à Montréal. Face à ce portrait contrasté se pose la question suivante : qu'est-ce qui détermine le soutien des instances municipales aux initiatives de patrimonialisation LGBTQ et la capacité du milieu LGBTQ local de prendre part à leur mise en œuvre ? Pour y répondre seront mobilisés deux ensembles de données tirés de ma recherche doctorale : (1) des entretiens semi-dirigés avec des acteurs de la patrimonialisation LGBTQ et (2) de la documentation relative aux initiatives de patrimonialisation LGBTQ menées à Montréal. Le terrain mené a révélé que le soutien par les instances municipales aux initiatives de patrimonialisation LGBTQ et l'inclusion du milieu LGBTQ dans la mise en place de ces dernières tenait, d'une part, à la nature des stratégies et des structures participatives mobilisées et, d'autre part, à la nature et aux dynamiques de la mobilisation sur le terrain.

Alexandre Chanady est étudiant au doctorat en études urbaines à l'INRS. Dans la dernière décennie, il a cumulé les implications professionnelles et bénévoles dans le milieu communautaire LGBTQ, se spécialisant dans les enjeux d'appropriation de l'espace par les communautés LGBTQ. Parallèlement à ces expériences, il a été chargé de projets pour la *Centrale des syndicats du Québec* et auxiliaire de recherche pour un projet mandaté par le *Ministère de la culture et des communications du Québec*. Ce parcours varié l'a poussé à s'intéresser à la patrimonialisation comme outil de développement social, communautaire et territorial pour les communautés LGBTQ et du Village, alors même que de plus en plus d'initiatives du genre émergent dans les dernières années.

« Initiatives citoyennes pour la préservation des patrimoines face à l'urbanisation : le cas d'Antananarivo et de Montréal »

Thierry RAKOTOBÉ MAMIARINJATO (Université d'Antananarivo)
rakotobe.thierry01@gmail.com

L'avancée imminente de l'urbanisation rapide constitue une menace majeure pour les patrimoines locales, nationales, voire internationales. Cet article propose une analyse comparative des mouvements citoyens dans ces deux contextes, en mettant en lumière leurs stratégies d'action, leurs

interactions avec les pouvoirs publics et leurs impacts sur la sauvegarde patrimoniale. À Tananarive, des associations locales et des communautés se mobilisent pour protéger des bâtiments historiques et des sites emblématiques, souvent menacés par des projets immobiliers ou un manque de réglementation. À Montréal, les citoyens et les sociétés d'histoire jouent un rôle actif dans la médiation entre urbanistes, promoteurs immobiliers et institutions municipales, tout en sensibilisant le public à la valeur des patrimoines culturels et environnementaux. L'étude explore les leviers de mobilisation sociale dans ces deux contextes, en s'intéressant à la manière dont les citoyens se réapproprient l'histoire locale pour résister à des projets de développement perçus comme destructeurs. Elle examine également les limites et les tensions de ces mobilisations, notamment face aux pressions économiques et aux enjeux politiques. En croisant ces deux études de cas, l'article mettra en lumière des enseignements sur le rôle crucial de la société civile dans la médiation patrimoniale en milieu urbain, tout en proposant une réflexion critique sur les moyens de concilier développement urbain et préservation des patrimoines.

Thierry Rakotobe Mamiarinjato est enseignant chercheur, membre de l'Équipe d'accueil Doctoral 5 (Cultures, Comportements, Humanités) de l'École doctorale des Sciences humaines et sociales de l'Université d'Antananarivo (Faculté des Lettres et Sciences Humaines - Mention Études Françaises et Francophones). Docteur en anthropologie sociale, ses recherches portent principalement sur les patrimoines matériels et immatériels et sur la patrimonialisation. Il travaille aussi sur le dénominateur commun du sud-ouest de l'Océan Indien.

« Le patrimoine est une curieuse créature. La Société internationale de dracontologie du lac Memphrémagog (1986-2006) et la préservation du patrimoine et de l'histoire locale »

Julien BAZILE (Université de Sherbrooke) : recherche@mhist.org
Josianne JETTÉ (SHM, Artefactuel) : josianne.jette@hotmail.com

Le 19 juin 1986 est fondée la *Société internationale de dracontologie du lac Memphrémagog (SIDLM)*, une branche de la *Société d'histoire du Lac Memphrémagog* née quelques années plus tôt. Son président est Jacques Boisvert, entrepreneur, plongeur et historien amateur natif de la ville de Magog, en Estrie. Ce passionné de patrimoine local se donne une mission singulière : recueillir toute l'information possible sur la légendaire créature qui habiterait le lac Memphrémagog, un serpent de mer baptisé "Memphré". L'association demeure en activité jusqu'au décès de Jacques Boisvert en 2006. La créature du lac Memphrémagog n'est pas qu'un objet de spéculation pour la "cryptozoologie", cette "science" des créatures cachées, mythiques ou disparues ([Heuvelmans, 1982](#)). "Memphré" devient, grâce à Jacques Boisvert, un levier dans le dialogue entre société civile et institutions sur la préservation du patrimoine et la promotion du développement local. Demandes de reconnaissance, appels à la conservation environnementale, recherche de légitimation linguistique, développement de l'attraction touristique, recueil des témoignages et des mémoires vives d'une région sont quelques-unes des missions endossées par la SIDLM. A travers l'exemple de la "dracontologie" magogoise, on montrera que l'enquête cryptozoologique peut-être le prétexte d'une activité historique, archivistique et patrimoniale, et de rencontres communautaires et sociales autour de la mémoire locale ([Loxton & Prothero, 2012](#)). Qu'ils aient une réalité ou pas, les monstres et créatures de légende ont d'abord une fonction ([Meurger, 1982](#)). La "dracontologie" a été l'instrument manié par la communauté magogoise pour habiter et investir l'espace du patrimoine et de l'histoire locale, à l'occasion d'une quête mue par la curiosité et l'imaginaire, mais ancrée dans la matérialité des sources, des artefacts, des paysages et des souvenirs ([Boëtsch, 2008](#); [Lagrange, 2016](#)).

Julien Bazile est docteur en histoire, chargé de cours au département d'histoire à l'Université de Sherbrooke et responsable de la recherche au Musée d'histoire de Sherbrooke. Ses recherches portent sur médiation historique et les liens entre histoire et culture populaire.

Josianne Jetté est présidente de la Société d'histoire de Magog et chargée de projet en archéologie pour la coopérative Artefactuel, spécialisée en archéologie publique. Son action bénévole à la Société d'histoire s'explique par l'importance qu'ont les archives historiques dans la documentation des recherches archéologiques et simplement par sa passion pour l'histoire de sa région.

« La collection Wings : De la défense d'un quartier historique au sauvetage d'objets patrimoniaux »

Anna-Lou GALASSINI, elle/she (UQAM, Objet de Mémoire - Groupe d'action Muséologique) : galassini.anna-lou@courrier.uqam.ca

La fabrique de Nouille Wings ainsi que le quadrilatère patrimonial du quartier Chinois ont été racheté en 2021 par Investissements 1000 St-Urbain Ltée, une filiale de Hillpark Capital. La collection se trouvant en son sein a été sauvée grâce à un engagement citoyen et communautaire. Jean-Philippe Riopel et Élyse Lévesque, premiers lanceurs d'alertes, ont interpellés élus et médias. Ils déposent une pétition obtenant 7000 signatures. Entre 2021 et 2025, ils sont soutenus par plusieurs organismes dans le cadre demande citation et de classement patrimonial (Héritage Montréal, le Groupe de Travail sur le quartier chinois, la députée Manon Massée, le collectif Montréal Exploration). Dans un second temps, le Collège Montmorency rejoint le projet dans le cadre de la documentation des objets appartenant à la compagnie Wings. En 2023, l'association Objets de Mémoire- groupe d'action muséologique (créé pour soutenir la sauvegarde cette précieuse collection et la mettre en valeur) entame une sélection des pièces phares pour un catalogue. Début 2024 en vue d'une acquisition, des négociations avec le musée de la Civilisation de Québec (MCQ) sont entamées. Elles sont suspendues pour finalement explorer un possible maintien de la collection à Montréal pour préserver le lien avec la communauté. Dans ce cadre, la Ville de Montréal a prolongé l'entreposage et soutenu le catalogage, tout en explorant une collaboration entre le MCQ et le MEM pour assurer une présence pérenne dans une institution montréalaise.

Anna-Lou Galassini est candidate au doctorat en Muséologie, médiation, patrimoine sous la direction d'Yves Bergeron (Université du Québec à Montréal – UQAM) et de Manuelina Duarte Cândido (Université Fédérale de Goias). Depuis 2020 elle est coordonnatrice de l'Institut du patrimoine de l'UQAM et, depuis 2022, elle est chargée de cours en muséologie dans la même université. Ses recherches se concentrent sur les Nouvelles Muséologies, le rôle social du musée ainsi que sur les dynamiques professionnelles au sein des institutions muséales. Sa thèse est provisoirement intitulée « Le rôle social du musée depuis la Table Ronde de Santiago du Chili : théorisation et pratique professionnelle » explore 50 années de réflexions autour du rôle social du musée. Active dans le domaine de la recherche universitaire, elle est membre du CELAT (Centre de recherche Cultures, Arts, Sociétés), de la Chaire de recherche sur la gouvernance des musées et le droit de la culture, ainsi que du Réseau Patrimoines des Universités du Québec. Investie dans le domaine du patrimoine et de la muséologie au Québec, elle est également une des administratrices de l'association Objet de Mémoire – Groupe d'action muséologique, qui assure la sauvegarde et la mise en valeur de la collection Wings.

« Les inventaires des bâtiments patrimoniaux au Québec : entre patrimoine de proximité et virtualisation, une réflexion sur la vie sociale et la valeur historique »

Gabriela SANCHEZ (Université d'Ottawa) : gsanc071@uottawa.ca

Depuis 2021, les municipalités régionales de comté sont tenues de réaliser des inventaires patrimoniaux des bâtiments construits avant 1940. Ce processus, bien qu'indispensable pour la reconnaissance officielle du patrimoine bâti, soulève plusieurs interrogations : s'ils documentent les bâtiments, favorisent-ils réellement leur protection ? Leur existence suffit-elle à contrer les dynamiques de croissance urbaine, la gentrification et les nouveaux projets de développement dans le contexte de la crise du logement ? Cette présentation vise à montrer que, loin d'être de simples bases de données, ces inventaires doivent être compris comme des récits de la vie sociale des bâtiments, assurant la transmission et l'actualisation du passé vers le futur, et qu'ils sont indissociables de la valeur qui leur est attribuée dans le patrimoine local ou régional de proximité. Il faut également ajouter la numérisation et la diffusion de ces inventaires à travers les médias sociaux, qui participent à une nouvelle forme de patrimoine virtualisé ou médiatisé (Sanchez, 2024), modifiant les perceptions et usages sociaux du patrimoine. Également, la majorité des municipalités ne disposant pas d'experts en gestion du patrimoine culturel, elles font appel à des entreprises externes, souvent issues d'autres régions. Celles-ci s'appuient sur les archives locales, constituées par des associations, des sociétés d'histoire et des bénévoles, qui ont patiemment produit de véritables « archives de signification communautaire ». Ce transfert d'information entraîne cependant une décontextualisation du patrimoine, en séparant la valeur historique et immatérielle des biens de leur ancrage social et territorial, et la traçabilité des biens. Cette externalisation remet en question la prise en compte du patrimoine de proximité, qui joue un rôle essentiel dans la création et la transmission des identités locales. En raison de sa proximité spatiale et relationnelle, ce patrimoine est déterminant dans la justification sociale et économique de sa sauvegarde et de sa continuité.

Dre Gabriela Sanchez est professeure régulière à temps partiel à l'Université d'Ottawa et chercheuse associée à la *Chaire de recherche en francophonie internationale sur le patrimoine culturel* de la même institution. Elle est également consultante en gestion du patrimoine culturel, humanités numériques et développement d'archives numériques pour la préservation et l'accessibilité du patrimoine. Elle est aussi conseillère experte en restauration et préservation des bâtiments, avec des certifications du CAHP/ACECP, ICOMOS et APT. Publications récentes : Sanchez, G., & Desmarais, Y. (2025). *Le patrimoine social et communautaire de proximité, un regard local, rural et régional : le cas de la Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides (SHGHL)*. (Chap. 14). Paquette, J., Meilleur, M., Sanchez, G., & Labossière, Y. (2025). *Les musées communautaires en contexte minoritaire : le cas du Muséeoparc Vanier. Culture en région* (Chap. 13). Sanchez, G. (2024). *Médias sociaux et patrimoine virtuel sur les Chemins de Compostelle*. In C. Alcantara & A. Rucquoi (Eds.), *Les chemins de Compostelle, itinéraire culturel européen et patrimoine mondial* (Axe 2, pp. 151-164). Presses de l'U. Toulouse Capitole.

« Quand l’histoire façonne la ville : enjeux et défis de l’intégration du patrimoine archéologique »

Louise POTHIER (Pointe-à-Callière, Cité d’archéologie et d’histoire de Montréal) :
lpothier@pacmusee.qc.ca

Le patrimoine archéologique a la particularité d’être invisible, en dépit de sa nature tangible et matérielle. Dans tous les coins du Québec, la présence humaine a laissé l’empreinte de son passage. Les villes et villages d’aujourd’hui puisent leurs racines dans des gestes fondateurs souvent vieux de plusieurs siècles, voire des millénaires, encore préservés sous la surface. Cette « mémoire invisible » resurgit pourtant au détour de projets d’aménagements urbains et d’infrastructures, année après année. La tension qui oppose l’intégration de ce patrimoine dans les projets d’urbanisme à la désintégration de la ressource archéologique peut-elle se dénouer dans une résolution positive, à l’avantage des sociétés actuelles et des générations futures? Cette question fera l’objet de notre analyse.

Conservatrice et archéologue en chef à Pointe-à-Callière, cité d’archéologie et d’histoire de Montréal, **Louise Pothier** est à l’emploi du Musée depuis 25 ans. Elle y a dirigé les cinq volumes de la collection « Archéologie du Québec », publiés aux Éditions de l’Homme. Très engagée dans les projets de développement de Pointe-à-Callière, elle a coordonné les fouilles à la place D’Youville sur le site du Marché Sainte-Anne/Parlement de la province du Canada de 2010 à 2017, et dirigé la mise en valeur du site archéologique du lieu de fondation de Montréal au pavillon Fort de Ville-Marie, inauguré en 2017. Elle a également dirigé le collectif *Montréal capitale. L’exceptionnelle histoire du site archéologique du marché Sainte-Anne et du parlement de la province du Canada* publié aux Éditions de l’Homme en 2021. Louise Pothier est membre de la Société des Dix depuis 2020.

« La Société québécoise d’ethnologie et l’État : cinquante ans d’une relation d’ambiguë (table-ronde) »

Léa LE CALVÉ (UQAM, SQE) : le_calve.lea@courrier.uqam.ca

Bernard GENEST (MCCQ, SQE) : bernardgenest@videotron.ca

Suzanne MARCHAND (SQE) : s.marchand@bellnet.ca

Jean SIMARD (Université Laval, SQE) : jeansimard1@videotron.ca

Jean-Pierre PICHETTE (Université Sainte-Anne, SQE, *Rabaska. Revue d’ethnologie de l’Amérique française*) : JeanPierre.Pichette@usainteanne.ca

Fondée en 1975, la Société québécoise d’ethnologie (SQE) s’inscrit dans les mutations du champ patrimonial des années 1960-1970, marqué par une diversification des acteurs et un élargissement de la notion de patrimoine (Arpin, 2000). Favorisant la sauvegarde du patrimoine ethnologique, matériel comme immatériel, la SQE s’inscrit dans le terreau fertile des études sur le folklore et sur la culture matérielle. Par leur intérêt pour la culture populaire et les mentéfacts, la SQE, et plus largement les ethnologues, ont finalement anticipé les évolutions législatives en matière de patrimoine. Ces dernières les ont également confortés dans leurs actions, entraînant un jeu de vases communicants. Deux grands changements juridiques marquent en effet les champs d’intérêt de la SQE : la *Loi sur les biens culturels* de 1972, qui prend en compte les biens ethno-historiques et la perspective ethnologique ; la *Loi sur le patrimoine culturel* de 2012, qui permet de désigner des éléments du patrimoine culturel immatériel (PCI). Plusieurs exemples témoignent bien des

interrelations entre ethnologues, SQE, université, municipalités et État. Après la Loi de 1972, plusieurs ethnologues participent au Macro-Inventaire (1977-1983) et contribuent ainsi à une reconnaissance du patrimoine ethnologique (Genest, 2015). Par ailleurs, plusieurs identifications ou désignations d'éléments du PCI reposent sur des recherches menées par des membres de la SQE (la navigation en canot à glace, le fléché ou l'accordéon diatonique, entre autres).

Afin d'explorer ces interrelations, nous proposons d'organiser une table ronde conviant quatre participants. Articulée autour des deux tournants législatifs (1972 et 2012), la table ronde mettra l'accent sur deux composantes essentielles de la SQE : la recherche et la diffusion. Les intervenants évoqueront notamment le Macro-inventaire, le Programme de valorisation des porteurs de tradition, *Rabaska. Revue d'ethnologie de l'Amérique française*. L'intervention démontrera comment la présence d'une telle société à l'échelle provinciale représente un levier pour le patrimoine ethnologique, sans négliger d'évoquer les défis et les limites touchant ces relations et ce champ patrimonial.

Léa Le Calvé est doctorante en muséologie, médiation, patrimoine à l'Université du Québec à Montréal. Diplômée de l'École du Louvre et de l'Université de Montréal, elle s'intéresse à la relation au patrimoine et à ses usages symboliques sous un prisme social et affectif. Sa thèse porte sur les traces du passé religieux québécois dans des musées locaux et régionaux afin de questionner les phénomènes d'effacement ou de réappropriation. Elle a publié une partie de ses recherches de maîtrise dans la revue *Culture & Musées*, vol. 40 (2022). Impliquée dans le monde académique et culturel, elle est notamment membre du Réseau Patrimoines de l'Université du Québec, et a la charge de la rubrique « Mémoires et thèses » dans *Rabaska. Revue d'ethnologie de l'Amérique française*.

À compter de 1974, **Bernard Genest** a fait carrière au ministère de la Culture et des Communications et a été rattaché à la direction du patrimoine. Il a été responsable de la section ethnographie de l'Inventaire des biens culturels et a participé étroitement aux grands travaux d'Inventaire menés par le gouvernement du Québec, dont le Macro-inventaire, une importante banque de données sur le patrimoine. Associé à des groupes de travail chargés de préparer des politiques et des programmes, il a contribué à faire évoluer la notion de patrimoine dans le sens d'une prise en compte de l'ensemble de ses composantes matérielles et immatérielles. Il a aussi dirigé et collaboré à plusieurs ouvrages qui rendent compte de ces travaux dont *Arthur Tremblay, forgeron de village* (1978), *Les Artisans traditionnels de l'Est du Québec* (1979), *Le Macro-inventaire du patrimoine québécois* (1985), *Le Patrimoine immatériel. Guide d'inventaire* (1994), *Le Patrimoine culturel immatériel, un capital social et économique* (2004). Bernard Genest est un des membres fondateurs de la Société québécoise d'ethnologie dont il a assumé la présidence de 1979 à 1982.

Suzanne Marchand est ethnologue. Après avoir obtenu son doctorat en Arts et Traditions populaires à l'Université Laval, elle a été chargée de cours à cette même université et chargée de projets pour divers organismes, dont la Ville de Montmagny, la MRC de la Jacques-Cartier et la Société québécoise d'ethnologie. Elle a publié deux ouvrages : *Rouge à lèvres et pantalons* (1997) et *Partir pour la famille* (2012). Elle a effectué plusieurs études concernant des éléments du patrimoine immatériel, dont la pratique du fléché (2011), le jeu et la fabrication d'accordéon diatonique (2013-2014) et les traversées en canot à glace (2015), qui ont officiellement été désignés par le ministère de la Culture et des Communications du Québec. Ses recherches portent actuellement sur le pilotage sur le fleuve Saint-Laurent et elle a publié un article à ce sujet : « Savoirs et savoir-faire des pilotes du Saint-Laurent », *Rabaska. Revue d'ethnologie de l'Amérique française*, vol. 22 (2024).

Jean Simard est diplômé des universités Laval, de Montréal et de Strasbourg dont il obtient un doctorat en sciences historiques en 1972. Il mène une carrière de professeur à l'Université Laval de 1972 à 2000, année de sa retraite. Son enseignement porte sur l'ethnologie du Québec et des francophones en Amérique du Nord. Parmi une dizaine d'ouvrages qu'il publie dans les champs de l'iconographie, de l'art populaire, de la religion populaire et du patrimoine religieux, on lui doit *Pour passer le temps. Artistes populaires du Québec* (1985) ; *Les Croix de chemin du Québec. Inventaire sélectif et trésor* (1994) ; *Le Québec pour terrain. Itinéraire d'un missionnaire du patrimoine religieux* (2004). Co-fondateur en 1975 de la Société québécoise d'ethnologie, il fut membre de son conseil d'administration et en fut le président de 2004 à 2012. Il est enfin rédacteur adjoint de *Rabaska. Revue d'ethnologie de l'Amérique française*.

Ethnologue, professeur titulaire de littérature orale à l'Université de Sudbury (Ontario) puis détenteur de la chaire de recherche du Canada en oralité des francophonies d'Amérique (Cofram) et professeur émérite de l'Université Sainte-Anne (Nouvelle-Écosse), **Jean-Pierre Pichette** est membre fondateur de la Société québécoise d'ethnologie et de la Société Charlevoix, vouée à l'étude de l'Ontario français. Il est éditeur des *Cahiers Charlevoix*, de la revue d'ethnologie *Rabaska* et d'une douzaine de collectifs, dont *La Résistance des marges* (2009), *L'Apport des prêtres et des religieux au patrimoine des minorités* (2013-2014), *Présence de Marius Barbeau* (2015) et *L'Avenir des centres à vocation patrimoniale* (2023). Il a publié *Le Guide raisonné des jurons* (1980), *L'Observance des conseils du maître* (1991) et, plus récemment, *Ah ! si l'amour prenait racine* (2016), *La Danse de l'aîné célibataire* (2019) et *Germain Lemieux sur le billochet* (2020) ; et, en collaboration, il a réalisé le *Dictionnaire des écrits de l'Ontario français (1613-1993)* (G. Gervais, 2010) ; *La Corriveau de Luc Lacourcière* (B. Bergeron, 2017) ; présentement, avec Bertrand Bergeron et René Bouchard, il achève l'édition des *Contes d'animaux*, premier tome du *Catalogue raisonné du conte populaire français en Amérique du Nord* conçu par Luc Lacourcière et Margaret Low (2025).

« La contribution de la CBCQ à l'évolution du patrimoine québécois : expériences et perspectives de Mehdi Ghafouri, Commissaire (1993–2008) »

Mehdi GHAFOURI (Architecte/Conseiller expert en patrimoine, chercheur indépendant) : ghafourim@outlook.com

En 1993, j'ai été nommé commissaire à la Commission des biens culturels du Québec (CBCQ), devenue le Conseil du patrimoine culturel du Québec (CPQ) en 2012. J'ai occupé cette fonction jusqu'en 2008. Durant mon mandat, j'ai activement participé aux travaux de la CBCQ, dans le cadre d'application de la Loi sur les biens culturels du Québec (LBCQ), remplacée en 2012 par la Loi sur le patrimoine culturel du Québec (LPQC). Mes participations incluaient la recherche et l'étude patrimoniales, l'analyse et l'évaluation des biens culturels, ainsi que la consultation et les auditions auprès des parties prenantes afin de fournir, par CBCQ, des recommandations à la ministre de la Culture et des Communications, responsable de la reconnaissance, de la protection et de la mise en valeur du patrimoine culturel québécois. J'ai été impliqué dans divers domaines patrimoniaux, tels que les archives, l'archéologie, le patrimoine mobilier et immobilier/ bâti, ainsi que les arrondissements historiques et sites patrimoniaux. Mes participations comprenaient toutes les étapes du processus de travaux de CBCQ : rencontres avec les professionnels du ministère de la Culture et des Communications (MCQ), consultations des parties prenantes, visites sur le terrain, recherches approfondies et publication d'études. J'ai contribué à des projets variés, aux contextes historiques et culturels divers, allant des communautés rurales jusqu'aux agglomérations urbaines.

En m'appuyant sur mes archives personnelles, mes notes ainsi que les rapports annuels du CBCQ (1993-2008), cette présentation offrira un aperçu détaillé de quelques exemples des projets traités durant mon mandat, soulignant l'importance et l'impact, au-delà les statistiques, des actions de la CBCQ sur le patrimoine québécois. Je vise à mettre en évidence les succès obtenus par la CBCQ dans le processus de développement de patrimoine au Québec, tout en discutant de contextes où des approches alternatives auraient potentiellement permis de meilleurs résultats. Cette réflexion vise à enrichir le débat sur le développement du patrimoine au Québec et à mieux comprendre l'évolution des interactions entre les institutions étatiques et les acteurs de la société civile.

Depuis 1980, **Mehdi Ghafouri** a mené une carrière en enseignement, en recherche et en pratique architecturale professionnelle (MOAQ 1987–2025), se spécialisant dans les projets muséaux, les établissements d'enseignement, les projets urbains ainsi que le développement patrimonial. Il a collaboré avec diverses organisations professionnelles et associatives dans les domaines de l'architecture, de la muséographie et de la conservation du patrimoine. Il a été président du Comité international pour l'architecture et les techniques muséales (ICAMT-ICOM) et membre du Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS). Mehdi Ghafouri a enseigné dans plusieurs collèges et universités, au Québec et à l'international. Sa plus récente publication, en 2024, est un chapitre intitulé « Participatory Heritage Development for a Positive Peace Framework », paru dans l'ouvrage « Heritage, Conflict, and Peace Building ». En tant que commissaire à la CBCQ (1993–2008) et vice-président du Conseil du patrimoine de Montréal (2003–2005), il a joué un rôle dans les politiques et la planification patrimoniale, notamment en participant à l'élaboration de la Politique du patrimoine de Montréal. Il a également été membre du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) de la ville de Westmount et chercheur associé au Centre d'études sur les régions en développement (CDAS) de l'Université McGill.

« Les politiques muséales du gouvernement du Québec : les défis d'un réseau en quête d'identité (1967-2024) »

Yves BERGERON (RéPUQ, CÉLAT, Institut du patrimoine de l'UQAM, Chaire de recherche sur la gouvernance des musées et le droit de la culture)
bergeron.y@uqam.ca

En 1967, le gouvernement du Québec gère deux musées nationaux (Musée du Québec et Musée d'art contemporain) le ministère des Affaires culturelles engage une réflexion sur la création d'un troisième musée national (Institut national de la civilisation) et un plan de développement du réseau des musées au Québec (Jean-Paul Lallier, *Pour l'évolution de la politique culturelle*, 1976). C'est dans ce contexte que prend forme le réseau des musées. Si le ministère privilégie les politiques du patrimoine, les musées assument pourtant des responsabilités fondamentales dans la gestion du patrimoine artistique, scientifique et ethnologique sans que l'État n'adopte de politique claire afin de baliser les rôles et responsabilités des musées. Nous proposons donc un retour critique sur les instruments que le gouvernement du Québec s'est doté entre 1967 et 2024 afin de structurer le développement du réseau muséal avec le soutien de la Société des musées du Québec en entretenant une certaine fluidité dans la gouvernance des institutions muséales et patrimoniales. Cette analyse permettra d'identifier ce qui caractérise le réseau muséal québécois.

Yves Bergeron est professeur de muséologie et de patrimoine au Département d'histoire de l'art de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Il est titulaire de la Chaire de recherche UQAM sur la gouvernance des musées et le droit de la culture et directeur de l'Institut du patrimoine de

l'UQAM. Il a initié en 2018 la création du Réseau Patrimoines de l'Université du Québec (RéPUQ). Il enseigne entre autres aux programmes de maîtrise et de doctorat en muséologie, médiation, patrimoine. Ses travaux portent notamment sur l'histoire des institutions muséales, l'histoire de la muséologie, les tendances et la gouvernance des musées. Ses recherches s'intéressent aux champs de la muséologie et du patrimoine immatériel. Il a œuvré à titre de conservateur et de conservateur en chef à Parcs Canada et au Musée de l'Amérique française avant d'occuper le poste de directeur du Service de la recherche et de l'évaluation au Musée de la civilisation (1999-2005). Il a publié de nombreux articles sur l'histoire des musées et les mythes de fondation de la muséologie. Depuis 2005, il codirige avec Laurier Turgeon le projet d'[Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française](#) consacré à la patrimonialisation. Il a contribué à titre de coéditeur et d'auteur à l'édition du premier *Dictionnaire encyclopédique de muséologie* (Armand Colin, 2011) et à la réalisation du *Dictionnaire de muséologie* publiée en français chez Armand-Colin (2022) et en anglais chez Routledge (2023). Il réalise avec François Mairesse de l'Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle le projet *Mémoires de la muséologie* consacré à l'histoire contemporaine de la muséologie. Il a publié en 2016 deux ouvrages sur l'émergence du Musée de la civilisation et l'œuvre de Roland Arpin (*Un nouveau musée pour un Nouveau Monde* et *Diriger sans s'excuser. Patrimoine, musée et gouvernance selon Roland Arpin*, L'Harmattan). En 2019, il a également publié *Musées et patrimoines au Québec. Genèse et fondements de la muséologie nord-américaine* (Hermann, Paris).

« L'évolution des politiques muséales en matière de diversité au Québec »

Nada GUZIN LUKIC (UQO, RéPUQ) : nada.guzinlukic@uqo.ca

Le musée participe à la reconnaissance symbolique de la diversité, cependant, il peut aussi contribuer à son exclusion ou à son invisibilisation dans l'espace public. Les politiques de diversité visant à promouvoir l'équité et la reconnaissance des différentes composantes des populations ont connu une évolution significative au Québec tout en suscitant des débats. Comment la diversité est-elle abordée dans les politiques culturelles et muséales, notamment celles des collections? Quels types de diversité sont favorisés par ces politiques et quels termes sont utilisés pour les définir? Ces institutions sont confrontées au défi de la diversité de la société québécoise. Cette communication examine les politiques muséales relatives à la diversité qui révèlent les changements au sein des musées et les nouvelles approches liées aux collections dans le contexte de la postmigration.

Nada Guzin Lukic est professeure en muséologie à l'Université du Québec en Outaouais. Ses recherches portent sur le rôle social du musée, les enjeux liés à l'identité, la diversité et l'inclusion ainsi que les aspects patrimoniaux et éthiques des institutions muséales. Elle s'intéresse également aux musées nationaux, aux mémoires marginalisées, ainsi qu'aux politiques et pratiques de réconciliation et de médiation interculturelle du patrimoine. Ses travaux récents se concentrent sur la collection et la postmigration. Chercheure au sein du Partenariat des nouveaux usages des collections dans les musées d'art, elle a participé à la création du Réseau Patrimoines de l'Université du Québec.

« L'influence de Parcs Canada – Québec sur la muséologie québécoise »

Francine LELIÈVRE (Pointe-à-Callière, Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal) :
francine.lelievre350@gmail.com

Nous sommes au début de 1973, le Gouvernement du Canada ouvre à Sainte-Foy un bureau qui fusionne, pour l'ensemble du Québec, les Lieux historiques nationaux et les Parcs nationaux en un seul nom, celui de *Parcs Canada*. Cette fusion des deux services incluait la décentralisation de nombreuses fonctions auparavant regroupées à Ottawa. Les premières années seront celles des questionnements relatifs au développement des nouveaux parcs nationaux et des nombreux lieux historiques avec leur lot de défis en recherche, planification, conservation, mise en valeur et interprétation des patrimoines naturels et culturels. Les « *quoi, pourquoi, et comment* » stimulaient la jeune équipe. Assez rapidement, une façon de faire à la québécoise a émergé des analyses des influences canadiennes, américaines et françaises. Les nombreuses discussions interdisciplinaires, les essais et erreurs et finalement des expériences réelles de réalisations ont forgé l'approche de l'interprétation québécoise. De 1973-1984, a été une décennie de réalisations accélérées : 4 parcs nationaux, 26 lieux et 4 canaux historiques ont permis de créer de nouvelles approches québécoises d'interprétation du patrimoine. Et plus tard, d'influencer les centres d'interprétation et les musées nés durant « le boom » de la muséologie québécoise des années 85'-92' au cours duquel plus d'une vingtaine de nouvelles institutions muséales ont vu le jour. Quelles sont ces principales influences que l'on peut noter? Quelles catégories de musées ont-elles davantage été touchées? Quelles fonctions muséales ont été modifiées? Quelles approches de communication ont émergées? Quels seront les impacts sur la société québécoise? Sur la muséologie internationale? Où en sommes-nous aujourd'hui, un demi-siècle plus tard? Quels sont les principaux enjeux actuels des patrimoines et des institutions muséales? Un regard rétrospectif tentera d'esquisser des valeurs et des partis pris envers les patrimoines qui ont réussi à traverser le temps au point qu'aujourd'hui, l'on ne se soucie plus des défis d'implantation que ces acquis ont dû surmonter à l'origine.

Après avoir enseigné l'histoire au collégial, **Francine Lelièvre** participe à la naissance de Parcs Canada au Québec au début des années 1970. Elle réalise des projets de mise en valeur, puis dirige les services d'interprétation de 3 Parcs nationaux et de 26 Lieux et 4 Canaux historiques au Québec. En 1986, à titre de directrice des expositions pour le futur Musée de la civilisation à Québec, elle développe un concept de musée de société ayant pour thématique générale « Un monde en continuité et en devenir ». Puis, elle crée sa firme en muséologie, Processus Inc. qui réalise de 1987 à 1993, une cinquantaine de projets muséologiques en Europe et au Canada. Elle se voit confier la création de Pointe-à-Callière, musée d'archéologie et d'histoire de Montréal qui ouvre ses portes le 17 mai 1992. Cet équipement culturel du Vieux-Montréal assure aujourd'hui la sauvegarde et la mise en valeur du lieu de fondation de la Ville et de 7 sites archéologiques et historiques majeurs reliés en souterrain pour former la Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal. Son histoire est racontée par Francine Lelièvre dans la publication *Pointe-à-Callière Inventer un Musée*. L'apport significatif de Francine Lelièvre à la muséologie a été salué par une vingtaine de reconnaissances personnelles. Elle est ainsi membre de l'Ordre du Canada, Officier de l'Ordre national du Québec et Chevalier de l'Ordre national du Mérite de France. Elle reçoit également des doctorats honoris causa qui lui ont été décernés par l'Université de Montréal et par l'Université du Québec à Montréal, et le prix Rayonnement international d'ICOM Canada.

« Reconstruction à l'identique du patrimoine culturel mondial : lorsque le développement durable se heurte au développement culturel »

Maryse PAQUIN (UQTR) : Maryse.Paquin@uqtr.ca

Rébéca LEMAY-PERRAULT (UQAM et UQTR) : lemay_perreault.rebeca@courrier.uqam.ca

Le 7 décembre 2024 avait lieu en grande pompe la réouverture de Notre-Dame de Paris, après plus de cinq ans de travaux de reconstruction à l'identique. Une abondante littérature documente les différentes étapes de reconstruction ayant nécessité un investissement de 846 millions d'euros (1 milliard et quart CAD \$). Pour Mathieu Lours, historien de l'architecture et auteur du livre officiel sur le chantier d'« État », il allait de soi que la reconstruction à l'identique signifiait de refaire la charpente en chêne (1 200 arbres centenaires) comme au Moyen Âge, et de recouvrir la toiture et la flèche d'une chape de plomb (400 tonnes), comme celle érigée au XIX^e siècle par Viollet-le-Duc. Selon l'auteur, l'utilisation du plomb est conforme avec l'esprit de la Charte de Venise (1964), de la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel de l'UNESCO (1972) et, non les moindres, du Comité scientifique international de l'ICOMOS (2011) et du Comité du patrimoine culturel mondial de l'UNESCO (2021; 2023). Or, malgré les manifestations de citoyens et d'ONG, de même que la position de l'OMS et de Greenpeace (ayant qualifié ce choix de « scandale sanitaire »), les raisons historiques (matériau et techniques d'origine) et esthétiques (couleur, finesse ornementale, malléabilité, etc.) l'ont emporté sur les considérations scientifiques, sociales et environnementales; le plomb étant un matériau hautement toxique pour la santé humaine. La communication présentera une analyse de contenu de ces conventions et rencontres internationales, qui met en perspective que le développement durable se heurte aujourd'hui, et plus que jamais, au développement culturel dans les projets de reconstruction à l'identique du patrimoine culturel mondial. Alors que des solutions de rechange existent, quelle(s) leçon(s) en tirer pour l'avenir.

Maryse Paquin détient un doctorat en éducation (UQTR, 1994) et une maîtrise en muséologie (UQAM, 1989). Elle a également réalisé des études postdoctorales en psychopédagogie (UQAR, 1995). Elle est professeure titulaire au Département d'études en loisir, culture et tourisme, de l'Université du Québec à Trois-Rivières. Depuis 2007, elle enseigne l'interprétation et la médiation culturelle. Son champ d'enseignement est celui de la formation des futurs agents de développement culturels et des médiateurs. Depuis une quinzaine d'années, elle mène des projets de recherche sur les relations que les divers agents culturels entretiennent avec les publics des institutions culturelles québécoises et canadiennes. Elle s'intéresse également aux questions d'équité, diversité et inclusion (ÉDI) au sein de ces institutions. Elle est co-fondatrice et directrice du comité scientifique du Réseau Patrimoines de l'Université du Québec (RéPUQ). Elle est également membre de l'Institut du patrimoine de l'UQAM et de la Chaire de recherche sur la gouvernance des musées et le droit de la culture. Elle œuvre en éducation culturelle depuis les trente-huit dernières années. Parmi ses plus récentes parutions, elle a publié deux articles scientifiques (2024) dans le premier numéro de la revue *Patrimoines, les Carnets du RéPUQ*, l'un portant sur les émotions patrimoniales et l'autre sur le(s) lien(s) entre la commémoration et le patrimoine culturel. En 2023, elle publiait un article scientifique dans la revue *Muséologies. Les cahiers d'études supérieurs*, dans le cadre du numéro soulignant le 10^e anniversaire, portant sur la commémoration des lieux de mémoire sensible. En 2021, elle a coordonné un numéro dans *Loisir et Société* portant sur la place du loisir dans le patrimoine culturel immatériel.

Candidate au doctorat en muséologie, médiation, patrimoine à l'UQAM et chargée de cours à l'UQTR, **Rébéca Lemay-Perreault** a une maîtrise en histoire de l'art et a travaillé comme conceptrice d'outils de médiation culturelle en matière de littérature jeunesse. Sensible aux enjeux

de l'interactivité en contexte muséal, elle a publié quelques articles qui interrogent les modalités de la participation des publics à la culture (2017; 2020; 2021) et a récemment co-dirigé un numéro de la revue *Muséologies. Les cahiers d'études supérieures* (2023) sur le sujet. Ses recherches doctorales portent plus particulièrement sur la relation que les musées d'art québécois entretiennent avec les publics adolescents, dont la thèse sera soutenue à l'été 2025.

« Perdre la TRACE : le cas du Musée du spectacle vivant du Québec »

Yves Jubinville (UQAM, CRILCQ, Institut du patrimoine) : jubinville.yves@uqam.ca

Un projet de musée des arts du spectacle est initié en 1990 par le Ministre fédéral des Communications, Marcel Masse, dont la première intervention sera de commander une étude qui devait jeter les bases d'une nouvelle institution muséale nationale consacrée au théâtre, à la musique, à la danse et aux arts lyriques. Une somme importante (250 000\$) est consacrée à cette étape préliminaire du projet qui témoigne, avec le recul, de l'ambition du ministre, d'allégeance conservatrice, d'offrir un legs culturel au Canada à l'approche du nouveau millénaire. Le pays, rappelons-le, traverse une période de turbulences politiques après l'Échec de l'accord du Lac Meech. La défaite du parti Progressiste conservateur de Brian Mulroney, en 1993, parmi d'autres facteurs, signera l'arrêt de mort du projet de musée à l'échelle canadienne. Mais celui-ci renaît au Québec peu après, porté par un regroupement d'acteurs du secteur des musées et les milieux artistiques concernés. Notre communication souhaite, dans un premier temps, retracer les moments charnières de ce second chapitre. Dans un deuxième temps, elle vise à comprendre les enjeux politiques, culturels et idéologiques soulevés par ce projet. On cherchera à éclairer les circonstances qui ont mené, là encore, à son abandon au terme d'efforts constants déployés notamment par la nouvelle directrice générale de BANQ, Lise Bissonnette, afin de doter le Québec d'une institution qui aurait pu jouer un rôle crucial dans la préservation et la mise en valeur d'un patrimoine depuis trop longtemps négligé par l'État.

Yves Jubinville est professeur en études théâtrales et Directeur de l'École supérieure de théâtre de l'UQAM. Chercheur au Centre de recherche interuniversitaire sur la littérature et la culture québécoises (CRILCQ) et membre du conseil scientifique de l'Institut du patrimoine, ses travaux portent sur l'histoire des pratiques scéniques et dramaturgiques au Québec ainsi que sur l'historiographie et la patrimonialisation des arts vivants. Il est l'auteur, en collaboration avec Gilbert David (dir.), Hervé Guay et Hélène Jacques de l'ouvrage *Le théâtre contemporain au Québec (1945-2015). Essai de synthèse historique et socio-esthétique* (PUM, 2020). Son dernier livre, publié avec Édith-Anne Pageot, s'intitule *L'art en partage. Autour du rapport Rioux* (Presses de l'Université de Montréal, 2024).

« Du patrimoine de la communauté à celui de proximité dans la constitution d'une collection écomuséale »

Lynne Rodier (UQO) : lynne.rodier@uqo.ca

Le paysage culturel des rapides Deschênes profite d'une communauté impliquée dans la définition, la conservation et l'interprétation de son propre patrimoine. Les initiatives de la communauté promeuvent l'importance de la dimension socioculturelle du patrimoine, de sa valeur dans le quotidien et de son rôle dans la construction de la mémoire collective. Ce patrimoine n'est pas un

héritage statique. Il est plutôt associé à un phénomène dynamique, influencé par les usages et les significations des communautés successives qu'on lui attribue au fil du temps. En soi, le patrimoine de la communauté est vivant et il retient une dimension collective, identitaire et affective en insistant sur la valeur d'une mémoire partagée. Dans ce cas, la dernière décennie a transposé ce patrimoine méconnu vers l'extérieur du quartier et de ses habitants. Les campagnes de sauvegarde ont ancré le patrimoine dans un territoire accessible et fréquenté au quotidien à proximité. La communauté se mobilise et elle tend vers une approche citoyenne dans une volonté de légitimer le patrimoine de proximité. Ainsi, cette communication se penche sur la collection écomuséale qui présuppose d'abord une réflexion collective sur le territoire [1], l'histoire et le patrimoine de la communauté. Ensuite, l'organisation d'une collecte participative des éléments existants sur le territoire vise à en définir leur signification en fonction du rôle qu'ils ont joué dans la communauté. Par le processus de collectionnement, la communauté sera en mesure de partager ses responsabilités de protection et de mise en valeur malgré l'absence de statut légitime et juridique des éléments de patrimoine. Ainsi, cette communication se penche sur la constitution d'une collection écomuséale et de sa signification en fonction du rôle de la communauté dans la gestion d'un patrimoine sans statut légitime et sans musée régional.

Lynne Rodier est candidate au doctorat en muséologie sociale et études du patrimoine régional à l'Université du Québec en Outaouais où elle est également chargée des cours. Récipiendiaire du *Prix du patrimoine 2025* de la ville de Gatineau en reconnaissance de son dévouement à la transmission de l'histoire régionale et de son engagement remarquable auprès des organisations patrimoniales locales, elle siège sur le Comité scientifique du Réseau Patrimoines de l'Université du Québec (RéPUQ). Depuis 2021, elle partage avec la communauté universitaire le parcours ses recherches avec la communauté universitaire.

Laurier Turgeon est professeur titulaire d'ethnologie et d'histoire, et directeur de l'Institut du patrimoine culturel à l'Université Laval, Québec, Canada. Il est Vice-Président Gouvernance du Conseil d'administration du Musée canadien de l'histoire, l'un des membres fondateurs du programme de maîtrise en histoire, mémoire et patrimoine de l'Université d'État d'Haïti, et Président sortant du Conseil Exécutif du Forum des ONG de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO. Ses travaux sont consacrés la sauvegarde et à la transmission du patrimoine immatériel et matériel dans les contextes coloniaux et postcoloniaux. Il a publié de nombreux livres et articles sur ces sujets, a reçu des chaires de professeur invité et des bourses de Harvard, Yale, MIT, Chicago, Paris-Sorbonne, Maison des Sciences de l'Homme (Paris) et a obtenu le Prix André-Laurendeau de l'ACFAS en 2022 pour sa contribution aux sciences humaines, arts et lettres. Parmi ses livres les plus récents, mentionnons : *l'Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française* (co-dirigé avec Yves Bergeron), 2023 (en ligne), *Une histoire de la Nouvelle-France : Français et Amérindiens au XVIIe siècle*, Paris, Belin, 2019 ; *Patrimoines métissés : contextes coloniaux et postcoloniaux*, Paris, Éditions de la MSH, 2003 (2^e édition en 2013) ; et *L'Esprit du lieu*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2009; *Mémoires et objets* (avec Octave Debary), Paris, Éditions de la maison des sciences de l'homme, 2007.

Informations générales

Scène des patrimoines
La dynamique entre l'État et la société civile ou les aléas d'une relation ambiguë
Colloque du RÉPUQ/Chaire Fernand-Dumont sur la culture de l'INRS
15-16 mai 2025

**Inscription obligatoire au colloque et enregistrement à l'entrée de l'INRS :
[cliquez ici](#).***

*Sur le formulaire d'inscription veuillez préciser si vous prenez part au lunch du 15 mai offert par l'Institut du patrimoine de l'UQAM.

Lieu : Centre Urbanisation Culture Société de l'Institut national de la recherche scientifique, 490 rue de la Couronne, Québec QC G1K 9A9 (local CV-2422)

- À l'entrée de l'INRS, une personne vous remettra votre identification.
L'immeuble est sécurisé à cause des laboratoires à certains étages.

Participation à distance :

Lien pour le 15 mai : <https://INRS.zoom.us/j/82322947504>

Lien pour le 16 mai : <https://INRS.zoom.us/j/85750102795>

Transport par autobus

En provenance de l'ouest de la ville et du campus de l'Université Laval :
Métrobus 800 ou 801, arrêter rue de la Couronne, station Université du Québec

En provenance de l'est ou du nord :
Métrobus 800 ou 801, arrêt, rue Dorchester, station de Sainte-Hélène

Stationnement :

Payant sous l'immeuble de l'INRS, via rue Dorchester, puis tourner à gauche sur la rue Victor-Révillon

Contact lors du colloque :

Fernand Harvey coorganisateur : 418 454-0598 cell.

Yves Jubinville coorganisateur : 514 376 7283 cell.

Sarah-Jade Cloutier-Lapointe, secrétaire du centre Urbanisation Culture Société,
INRS, 6^e étage : tel. bur. 418 687-6419

